FORMULAIRE AMF

## Formulaire de déclaration du ou des dirigeants effectifs dans le cadre de l’instruction d’une demande d’enregistrement ou d’agrément d’un prestataire de services sur actifs numériques

## **Ce formulaire est à compléter[[1]](#footnote-2):**

* **pour les prestataires des services sur actifs numériques mentionnés aux 1° à 4° de l’article L. 54-10-2 du code monétaire et financier qui sollicitent un enregistrement auprès de l’Autorité des marchés financiers (ci-après, « l’AMF »),**
* **pour les prestataires fournissant à titre de profession habituelle un ou plusieurs services sur actifs numériques mentionnés à l’article L. 54-10-2 du code monétaire et financier qui sollicitent un agrément auprès de l’AMF,**

**par toutes les personnes qui assurent la direction effective du prestataire de services en actifs numériques (ci-après, pour chacune de ces personnes, « la personne concernée » ou « le dirigeant effectif ») .**

## **Objectif du formulaire et avertissement**

Les informations à fournir dans ce formulaire permettront à l’AMF de réaliser une évaluation de l’adéquation de la personne concernée, au regard des critères d’honorabilité[[2]](#footnote-3), de compétences[[3]](#footnote-4), de connaissances et de disponibilité édictés par la réglementation française[[4]](#footnote-5).

Les réponses au formulaire doivent être accompagnées de toutes les précisions permettant d'éclairer l’appréciation de l’AMF. Toutes les rubriques doivent être impérativement complétées, le cas échéant en mentionnant « non applicable ». **Les délais d’instruction prévus par le code monétaire et financier commencent à courir à compter de la réception d’un dossier complet.**

L’indication intentionnelle ou par négligence, d’informations erronées, incomplètes ou fallacieuses, expose à des sanctions et risque de remettre en cause la décision de l’AMF.

En plus des informations spécifiées dans le présent formulaire, la personne concernée par la présente déclaration est tenue de révéler à l’AMF tout élément d’information qui, à son avis, serait susceptible d’avoir un impact important sur l’évaluation conduite par l’AMF.

## **Quelle documentation doit être jointe au formulaire ?**

Le formulaire doitêtre accompagné des pièces suivantes :

* Un exemplaire daté et signé du présent formulaire ;
* Une version scannée d’une pièce d’identité de la personne concernée **en cours de validité** ;
* Le curriculum vitae[[5]](#footnote-6) actualisé de la personne concernée, précisant ses études, les diplômes obtenus, les formations professionnelles pertinentes qu’elle a suivies, son expérience professionnelle, comprenant notamment le nom de toutes les organisations pour lesquelles elle a travaillé ainsi que la nature et la durée des fonctions occupées, en indiquant celles qu’elle considère entrer dans le cadre de la fonction sollicitée ;
* Un extrait de casier judiciaire de la personne concernée[[6]](#footnote-7) ;
* Pour les personnes ne résidant pas en France depuis trois ans au moins[[7]](#footnote-8), une attestation tenant lieu d’extrait de casier judiciaire[[8]](#footnote-9) émanant de l’autorité compétente du pays où la personne concernée réside ou résidait précédemment, et comportant la désignation de l’autorité signataire et du pays concerné. Si cette attestation n’est pas disponible en français ou en anglais, elle est accompagnée d’une traduction assermentée en français ou en anglais ;
* La déclaration de non condamnation relative à l’article L. 500-1 du code monétaire et financier intégrée dans le présent formulaire[[9]](#footnote-10) ;
* Un extrait K-bis et les statuts de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément.

**Le formulaire et les pièces qui l’accompagnent sont à adresser à l’Autorité des marchés financiers en version électronique à l’adresse : psan@amf-france.org**

Déclaration du dirigeant effectif

Je soussigné(e) [Prénom et nom du dirigeant effectif]

En ma qualité de dirigeant effectif de : [Dénomination sociale de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément]

1- confirme que, les informations fournies dans le présent formulaire sont, à ma connaissance, exactes et complètes ;

2- m'engage à porter immédiatement à la connaissance de l’Autorité des marchés financiers tout changement important\* portant sur des éléments contenus dans la présente déclaration ;

3- autorise l’Autorité des marchés financiers à procéder à toutes les recherches d’informations qu’elle pourra juger nécessaires afin d’identifier et de vérifier les informations qu’elle considère importantes pour la conduite de l’évaluation à réaliser dans le cadre des textes en vigueur ;

4- confirme que je suis conscient(e) des responsabilités conférées par la réglementation applicable à la fonction de dirigeant effectif pour laquelle une évaluation positive est recherchée, et confirme mon intention de toujours m’y conformer ;

5- déclare ne pas avoir fait l’objet des interdictions prévues à l’article L. 500-1 du code monétaire et financier\*\* ;

6- atteste posséder les connaissances et les compétences nécessaires pour exercer mes fonctions de manière à être en mesure de comprendre les principaux risques auxquels l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément est exposé, et de respecter les exigences qui lui sont applicables au titre des chapitres I et II du titre VI du livre V du code monétaire et financier (lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et gel des avoirs).

Date :

Signature :

*\* Un changement important recouvre toute modification affectant le respect par un prestataire de services sur actifs numériques des obligations mentionnées aux articles L. 54-10-3 (pour une demande d’enregistrement) et L. 54-10-5 (pour une demande d’agrément) du code monétaire et financier (compétence et honorabilité des dirigeants effectifs, mise en place d’une organisation, de procédures et d’un dispositif de contrôle interne propres à garantir le respect des dispositions applicables en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme), ainsi que tout changement relatif à l’établissement ou son(ses) dirigeant(s) effectif(s) ou tout événement de nature à remettre en cause l’appréciation précédemment portée sur leur honorabilité*.

\*\* *Mention non exigée dans le cadre d’un enregistrement lorsque l’enregistrement est sollicité par un organisme mentionné aux 1° à 7° de l’article L. 561-2 du code monétaire et financier ou par un prestataire des services mentionnés aux 1 ° et 2 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier enregistré ou immatriculé dans un autre État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, sauf pour cette dernière catégorie de prestataire, si ce dernier fournit l'un des services mentionnés aux 3 ° et 4 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier.*

# IDENTIFICATION ET FONCTION DE LA PERSONNE CONCERNEE

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| a) | Informations relatives à la personne concernée | | | |
|  | Nom | | | |
|  | Civilité : | |  | |
|  | Nom de famille : | |  | |
|  | Nom d’usage ou alias : | |  | |
|  | Prénom : | |  | |
|  | Autres prénoms : | |  | |
|  | Lieu de résidence actuel | |  | |
|  | Adresse : | |  | |
|  | Ville : | |  | |
|  | Pays : | |  | |
|  | Autres éléments d’information | | | |
|  | Numéro de téléphone professionnel (y compris l’indicatif du pays) : | |  | |
|  | Adresse électronique : | |  | |
|  | Niveau de connaissance en français (pour les non francophones) : | |  | |
| b) | Veuillez indiquer la fonction de la personne concernée au sein de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément | | | |
|  | Veuillez cocher toutes les cases concernées par la fonction permettant de décrire les tâches confiées à la personne concernée : | | Dirigeant effectif de l’établissement :  ☐ Directeur général  ☐ Président du directoire  ☐ Directeur général délégué  ☐ Directeur général adjoint  ☐ Président-directeur général  ☐ Gérant  ☐ Président délégué  ☐ Président de SAS  ☐ Autre – Veuillez préciser (exemples : directeur, cadre dirigeant…) :  ………………………………  Autre fonction au sein de l’établissement :  ☐ Président du conseil d’administration  ☐ Président du conseil de surveillance ou de l’organe collégial de surveillance  ☐ Membre du conseil d’administration  ☐ Membre du conseil de surveillance ou de l’organe collégial de surveillance  ☐ Autre – Veuillez préciser : …………………………… | |
|  | Le dirigeant effectif est-il un actionnaire significatif[[10]](#footnote-11) de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément ? | | ☐ OUI  ☐ NON | |
|  | Pourcentage de détention du dirigeant effectif (préciser le montant de détention directe et le montant de détention indirecte) : | |  | |
| b) | Veuillez donner une description la plus détaillée possible des principales responsabilités et missions de la fonction de dirigeant effectif ainsi que l’effectif placé sous sa responsabilité. Veuillez indiquer quelle(s) autre(s) fonction(s) la personne concernée exercera éventuellement au sein de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément. | | | |
|  |  | | | |
| c) | Continuité de la fonction | | | |
|  | Veuillez indiquer quelles sont les mesures existantes pour assurer la continuité de la direction en toute circonstance (notamment en cas d’absence ou d’empêchement temporaire du dirigeant effectif) | |  | |
| d) | Nature du contrat entre la personne concernée et l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément | | | |
|  | Veuillez cocher les cases concernées sur la nature du contrat liant la personne concernée à l’établissement : | | ☐ Salarié  ☐ Mandat social  ☐ Convention de mise à disposition  ☐ Autre – préciser : | |
| e) | Si le dirigeant effectif n’a pas la qualité de mandataire social : | | | |
|  | Quel est l’organe ou la personne qui vous a désigné à vos fonctions de dirigeant effectif de l’établissement ? | |  | |
|  | Quels sont les pouvoirs qui vous sont délégués ? | |  | |
|  | Quels sont les domaines placés sous votre responsabilité hiérarchique et / ou fonctionnelle ? | |  | |
| f) | Liste des personnes (autre que la personne concernée) composant la direction effective de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément | | | | |
| Prénoms et noms des personnes | | Fonctions | | **(i) Date de première nomination**  **(ii) Date(s) du/ des renouvellement(s)**  **(iii) Durée du mandat en cours** | |
|  | |  | |  | |
|  | |  | |  | |
|  | |  | |  | |

# HONORABILITE DE LA PERSONNE CONCERNEE ET DE L’ETABLISSEMENT POUR LEQUEL EST ADRESSE LE DOSSIER DE DEMANDE D’ENREGISTREMENT OU D’AGREMENT[[11]](#footnote-12)

**Les questions de cette section s’adressent :**

**- au dirigeant effectif de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément**

**et visent :**

**- le dirigeant effectif et**

**- l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément.**

**Les manquements ou infractions ayant donné lieu à amnistie n’ont pas à être mentionnés.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| a) | Avez-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) fait l’objet d’une évaluation positive (honorabilité) par une autorité de supervision autre que l’AMF, en France ou à l’étranger ? | | | | | ☐ OUI  ☐ NON | |
|  | Si OUI, veuillez apporter des précisions ci-dessous : | | | | | | |
|  | Autorité compétente concernée | Établissement concerné / Personne concernée | Secteur concerné | Date de début | Date de fin | | Date de l’évaluation |
|  |  |  |  |  |  | |  |
| b) | Avez-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) déjà fait l’objet d’un refus d’enregistrement, d’agrément, d’affiliation ou d’octroi de licence nécessaire à l’exercice d’activités commerciales ou professionnelles, de même que d’un retrait, d’une révocation ou résiliation d’enregistrement, d’agrément, d’affiliation ou de licence, ou d’une radiation par une autorité publique ou par une association professionnelle ? Une telle procédure est-elle en cours ? | | | | | ☐ OUI  ☐ NON | |
|  | Si OUI, veuillez apporter des précisions ci-dessous : | | | | |  | |
|  |  | | | | |  | |
| c) | Avez-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) déjà fait l’objet d’une condamnation, y compris d’une condamnation en appel, dans le cadre d’une procédure pénale, ou bien d’une procédure civile ou administrative (ayant eu une incidence sur votre honorabilité ou celle de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) ? | | | | | ☐ OUI  ☐ NON | |
|  | Si OUI, veuillez apporter des précisions ci-dessous, en particulier concernant la nature des chefs d’accusation, le temps écoulé depuis la condamnation, la peine prononcée, le comportement de la personne concernée depuis les faits en cause, tout éclairage d’ordre professionnel, toute autre circonstance atténuante et tout autre facteur aggravant : | | | | | | |
|  |  | | | | | | |
| d) | Faites-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) l’objet d’une procédure pénale ou d’une procédure civile ou administrative en cours (y compris tout avis officiel d’enquête ou de mise en accusation) ? | | | | | ☐ OUI  ☐ NON | |
|  | Si OUI, veuillez apporter des précisions ci-dessous en particulier concernant la nature des chefs d’accusation, le temps écoulé depuis l’acte répréhensible présumé, la sanction / peine probable en cas de condamnation, le stade de la procédure, toute autre circonstance atténuante et tout autre facteur aggravant : | | | | | | |
|  |  | | | | | | |
| e) | Des mesures disciplinaires ont-elles déjà été prises ou sont-elles en instance vous concernant (ou concernant l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) (y compris la révocation en tant que membre de l’organe de direction d’une société, le licenciement pour faute professionnelle, l’interdiction de gérer, etc.) ? | | | | | ☐ OUI  ☐ NON | |
|  | Si OUI, veuillez apporter des précisions ci-dessous : | | | | | | |
|  |  | | | | | | |
| f) | Avez-vous fait ou faites-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) l’objet d’une procédure de faillite ou d’insolvabilité (mesure de redressement ou de liquidation judiciaire) ou d’une procédure similaire ? | | | | | ☐ OUI  ☐ NON | |
|  | Si OUI, veuillez apporter des précisions ci-dessous (en indiquant si la faillite ou l’insolvabilité était demandée ou non) : | | | | | | |
|  |  | | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| g) | La/ les procédure(s) que vous avez déclarée(s) ci-dessus a-t-elle/ ont-elles été réglée(s) à l’amiable ou dans le cadre d’un règlement alternatif des litiges (par exemple : la médiation) ? | ☐ OUI  ☐ NON |
|  | Si OUI, veuillez apporter des précisions ci-dessous : | |
|  |  | |
| h) | Avez-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) déjà figuré sur une liste de débiteurs insolvables, faites-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) l’objet d’une inscription négative dans une liste établie par une agence de crédit reconnue ou avez-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) l’objet d’une mesure d’exécution en lien avec une dette ? | ☐ OUI  ☐ NON |
|  | Si OUI, veuillez apporter des précisions ci-dessous : | |
|  |  | |
| i) | Avez-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) jamais été sanctionné(e) par des autorités publiques ou des organisations professionnelles ? Des enquêtes ou procédures exécutoires sont-elles en cours ou ont-elles déjà été engagées contre vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) ? | ☐ OUI  ☐ NON |
|  | En particulier, avez-vous (ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) fait l’objet d’une mesure de suspension, d’exclusion ou de sanction d’une organisation professionnelle en France ou à l’étranger ? | ☐ OUI  ☐ NON |
|  | Si OUI, veuillez apporter des précisions ci-dessous : | |
|  |  | |

# CONNAISSANCES ET COMPETENCES DE LA PERSONNE CONCERNEE[[12]](#footnote-13)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| a) | Le curriculum vitae des dirigeants effectifs à transmettre à l’AMF doit préciser leurs études, les formations professionnelles pertinentes qu’ils ont suivies, leur expérience professionnelle, comprenant notamment le nom de toutes les organisations pour lesquelles ils ont travaillé ainsi que la nature et la durée des fonctions occupées, en indiquant celles qu’ils considèrent entrer dans le cadre de la fonction sollicitée (§ 1.2.1 de l’instruction AMF-DOC-2019-23).  Veuillez indiquer ci-dessous tout autre facteur à prendre en considération qui serait de nature à consolider les connaissances et compétences de la personne concernée nécessaires dans le cadre de la fonction sollicitée, par exemple : taille de l’entité ; autre expérience alternative ; diplôme/formation universitaire ; capacité d’analyse et de jugement confirmée ; compétence collective des membres de l’organe de direction déjà présents ; connaissances spécialisées dont a besoin l’établissement ; périmètre de tâches limité de la personne concernée ; autres cas particuliers | | |
|  |  | | |
| b) | Domaines requis d’expérience générale | Évaluation (significative, moyennement significative, peu significative, non significative) au regard, notamment, de la durée de l’expérience acquise, de la taille, de la complexité de l’entreprise au sein de laquelle cette expérience a été acquise | |
|  | a) quel est le niveau de vos connaissances et compétences pour comprendre les exigences applicables au titre des chapitres I et II du titre VI du livre V du code monétaire et financier (lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et gel des avoirs) |  | |
| b) quel est le niveau de vos connaissances et compétences pour comprendre les principaux risques auxquels l’établissement (pour lequel est déposé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) est exposé? |  | |
| c) | Avant d’entrer en fonctions ou pendant la première année suivant son entrée en fonctions, la personne concernée a-t-elle suivi/suivra-t-elle une formation particulière ? | | ☐ OUI  ☐ NON |
|  | Si OUI, détailler ci-dessous : | | |
|  |  | | |
| d) | Formation spécifique relative à la fourniture du service de gestion de portefeuille d’actifs numériques pour le compte de tiers ou le conseil aux souscripteurs d’actifs numériques :  Pouvez-vous justifier :  1° soit une formation professionnelle adaptée à la fourniture de ce service ;  2° soit d’une expérience professionnelle d’une durée d’un an dans des fonctions liée aux actifs numériques, cette expérience ayant été acquise au cours des cinq années précédant la demande d’agrément ? | | ☐ NON APPLICABLE (si l’agrément n’a pas été sollicité)  ☐ OUI  ☐ NON |
|  | Si OUI, détailler ci-dessous : | |  |
|  |  | | |

# CONFLITS D’INTERETS

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| a) | Occupez-vous ou avez-vous occupé au cours des deux dernières années un poste à forte influence politique (au plan national ou local) ? | | ☐ OUI  ☐ NON | |
|  | Si OUI, veuillez fournir les informations suivantes : | | | |
|  | 1. la nature du poste : |  | | |
|  | 2. les pouvoirs spécifiques ou obligations liés à ce poste : |  | | |
|  | 3. le lien entre ce poste (ou l’entité où ce poste est occupé) et l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement / d’agrément, sa société mère ou ses filiales : |  | | |
| b) | Avez-vous des liens, engagements ou occupez-vous des postes qui pourraient nuire aux intérêts de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément ? | | | ☐ OUI  ☐ NON |
|  | Si OUI, veuillez fournir toutes les informations nécessaires (notamment relatives à la nature, la teneur, la période et, le cas échéant, au lien avec l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément, sa société mère ou ses filiales) : | | | |
|  |  | | | |

À compléter par l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément

|  |  |
| --- | --- |
| c) | Si besoin, indiquez comment prévenir et/ou encadrer un éventuel conflit d’intérêts avec l’établissement (que ce conflit soit considéré comme significatif ou non). À cet égard, veuillez joindre tout document utile (statuts, règlement intérieur, procédures, etc.). |
|  |  |

# DISPONIBILITE DE LA PERONNE CONCERNEE

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| a) | Quelle est la disponibilité prévue de la personne concernée (en heures par semaine et en jours par an) pour la fonction pour laquelle le présent formulaire est complété ? | | | | | | | |
|  | Nombre total d’heures consacrées par semaine pour la fonction de dirigeant effectif de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément | | | |  | | | |
|  | Nombre total de jours consacrés par an pour la fonction de dirigeant effectif de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément | | | |  | | | |
|  | Commentaires : | | | | | | | |
|  |  | | | | | | | |
| b) | Liste des fonctions exécutives / non exécutives et des activités professionnelles de la personne concernée, autres que la fonction pour laquelle le présent formulaire est complété. | | | | | | | |
|  | a. Entité (mentionner la dénomination sociale) | b. Pays | c. Groupe d’appartenance (mentionner le pourcentage de détention du capital/ de droits de vote dans l’entité) | d. Description de l’activité de l’entité | e. Taille de l’entité | f. Fonction au sein de l’entité : | | g. Temps consacré par semaine (en heures) et par année (en jours) |
|  |  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  |  | |  |
|  | Nombre total d’heures consacrées par semaine à l’ensemble des fonctions / mandats hormis la fonction faisant l’objet de la demande | | | | |  |  |
|  | Nombre total de jours consacrés par an à l’ensemble des fonctions / mandats hormis la fonction faisant l’objet de la demande | | | | |  |  |

# IDENTITE DES ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS DE L’ETABLISSEMET POUR LEQUEL EST ADRESSE LE DOSSIER DE DEMANDE D’ENREGISTREMENT OU D’AGREMENT

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| a) | Identification des actionnaires significatifs**[[13]](#footnote-14)** de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément**[[14]](#footnote-15)** | | | |
|  | En présence d’un ou plusieurs actionnaire(s) personne(s) physique(s) | | | |
|  | Prénom(s) et nom(s) de toute(s) personne(s) physique(s) détenant, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou de droits de vote de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément | Pourcentage de détention  *(préciser le montant de la détention directe et/ou indirecte)* | Documents attestant le pourcentage de détention  (table de capitalisation, pacte d’actionnaires, etc.)  (*citer les extraits pertinents de ces documents, en précisant la nature du document*) | |
|  |  |  |  | |
|  |  |  |  | |
|  |  |  |  | |
|  | Prénom(s) et nom(s) de toute(s) personne(s) physique(s) exerçant par tout moyen (autre que la détention, directe ou indirecte, de plus de 25 % du capital ou des droits de vote de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément) un pouvoir de contrôle sur l’établissement au sens des 3° et 4° du I de l’article L. 233-3 du code de commerce | Documents attestant de cette modalité de détention  (registre des bénéficiaires effectifs, pacte d’actionnaires, etc.)  (*citer les extraits pertinents de ces documents, en précisant la nature du document*) | | |
|  |  |  | | |
|  |  |  | | |
|  | En présence d’un ou plusieurs actionnaire(s) significatif(s) personne(s) morale(s) | | | |
|  | Dénomination sociale de l’actionnaire personne morale : | Prénom et nom du représentant légal ou de toute autre personne exerçant des fonctions équivalentes de cet actionnaire personne morale : | | Fonctions de cette personne au sein de l’actionnaire personne morale : |
|  |  |  | | ☐ Président  ☐ Directeur général  ☐ Directeur général délégué  ☐ Gérant de société  ☐ Autre fonction équivalente – Veuillez préciser la fonction : |
|  | Information complémentaire (uniquement pour une demande d’agrément) | | | |
|  | Prénom(s) et nom(s) de toute(s) personne(s) physique(s) et dénomination sociale de toute(s) personne(s) morale(s) détenant, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’agrément, ou toute autre possibilité d’exercer une influence notable sur la gestion de l’établissement | Montant de leur participation | | |
|  |  |  | | |
|  |  |  | | |

# INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES ET ANNEXES

|  |  |
| --- | --- |
| a) | Toute autre information jugée utile par la personne concernée ou l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément, aux fins de l’évaluation, doit être ajoutée ici : |
|  |  |
| b) | Il est requis l’ensemble des pièces scannées suivantes (assurez-vous de la complétude des pièces demandées dans le cadre du présent formulaire en cochant les pièces de la liste ci-dessous) : |
|  | ☐ Formulaire daté et signé par la personne concernée  ☐ Carte d’identité ou passeport en cours de validité de la personne concernée  ☐ CV actualisé de la personne concernée (si exigible)  ☐ Extrait du casier judiciaire de la personne concernée (si exigible)  ☐ Pour les personnes ne résidant pas en France depuis trois ans au moins[[15]](#footnote-16), attestation tenant lieu d’extrait de casier judiciaire émanant de l’autorité compétente du pays où la personne concernée réside ou résidait précédemment (si exigible)  ☐ Déclaration de non condamnation (article L. 500-1 du code monétaire et financier) intégrée dans le présent formulaire (si exigible)  ☐ Extrait K-bis de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément  ☐ Statuts de l’établissement pour lequel est adressé le dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément |
|  | Commentaires : |

# INFORMATIONS SUR LES DONNEES RELATIVES AUX PERSONNES PHYSIQUES

## Les informations sur les données relatives aux personnes physiques collectées dans ce formulaire sont traitées par l’AMF. Ces informations sont nécessaires pour réaliser une évaluation de l’adéquation de la personne concernée, au regard des critères d’honorabilité, de compétence, de connaissances et de disponibilité édictés par la réglementation française.

## Elles sont destinées à l’AMF et à l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) dans le cadre de l’instruction par ces autorités du dossier de demande d’enregistrement ou d’agrément.

## Conformément au règlement (UE) n° 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données personnelles, l’AMF limite la collecte des données personnelles aux seules informations nécessaires à l’évaluation de la personne concernée. Le défaut de réponse ne permet pas l’examen du dossier.

## En application du règlement (UE) n° 2016/679 du 27 avril 2016 et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, le droit d’accès et le cas échéant, de rectification, d’effacement, d’opposition ou de limitation du traitement des données personnelles des personnes physiques les concernant, peut être exercé par courrier à l’adresse suivante : AMF - Délégué à la protection des données - 17 place de la Bourse, 75002 Paris ; et par mail : accesdopers@amf-france.org. Vous pouvez également introduire une réclamation au sujet du traitement de vos données auprès de la CNIL.

1. Le format *Word* est recommandé pour le formulaire. [↑](#footnote-ref-2)
2. A noter qu’aux termes de l’article D. 54-10-2 du code monétaire et financier lorsque l'enregistrement est sollicité par un organisme mentionné aux 1° à 7° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier, les exigences en matière d'honorabilité des dirigeants sont réputées satisfaites. [↑](#footnote-ref-3)
3. A noter qu’aux termes de l’article 54-10-3 du code monétaire et financier, pour les prestataires des services mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier enregistrés ou immatriculés dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen en application de l'article 47 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, les exigences en matière d’honorabilité et de compétence des dirigeants sont réputées remplies. Ces prestataires devront en revanche se conformer à ces exigences s’ils exercent par ailleurs l’un des services mentionnés aux 3° et 4° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier. [↑](#footnote-ref-4)
4. Pour l’enregistrement : articles L. 54-10-3 1° et D. 54-10-2 1° à 3° du code monétaire et financier et § 1.2.1 de l’instruction AMF-DOC-2019-23.

   Pour l’agrément (services 5) : articles L. 54-10-5 VI et D. 54-10-6 II (et D. 54-10-2) du code monétaire et financier et § 1.2.1 de l’instruction AMF-DOC-2019-23. [↑](#footnote-ref-5)
5. Non exigé pour les prestataires des services mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier enregistrés ou immatriculés dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen en application de l'article 47 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme. Ces prestataires devront en revanche se conformer à cette exigence s’ils exercent par ailleurs l’un des services mentionnés aux 3° et 4° du code monétaire et financier. [↑](#footnote-ref-6)
6. Non exigé lorsque l’enregistrement est sollicité par un organisme mentionné aux 1° à 7° de l’article L. 561-2 du code monétaire et financier ou par un prestataire des services mentionnés aux 1 ° et 2 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier enregistré ou immatriculé dans un autre État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, sauf pour cette dernière catégorie de prestataire, si ce dernier fournit l'un des services mentionnés aux 3 ° et 4 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier. [↑](#footnote-ref-7)
7. Cette exigence est cumulative avec la demande de casier judiciaire pour les Français résidant à l’étranger. [↑](#footnote-ref-8)
8. Non exigé lorsque l’enregistrement est sollicité par un organisme mentionné aux 1° à 7° de l’article L. 561-2 du code monétaire et financier ou par un prestataire des services mentionnés aux 1 ° et 2 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier enregistré ou immatriculé dans un autre État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, sauf pour cette dernière catégorie de prestataire, si ce dernier fournit l'un des services mentionnés aux 3 ° et 4 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier. [↑](#footnote-ref-9)
9. Non exigé lorsque l’enregistrement est sollicité par un organisme mentionné aux 1° à 7° de l’article L. 561-2 du code monétaire et financier ou par un prestataire des services mentionnés aux 1 ° et 2 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier enregistré ou immatriculé dans un autre État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, sauf pour cette dernière catégorie de prestataire, si ce dernier fournit l'un des services mentionnés aux 3 ° et 4 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier. [↑](#footnote-ref-10)
10. Les actionnaires significatifs sont les personnes physiques qui détiennent, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote du prestataire, soit exercent, par tout autre moyen, un pouvoir de contrôle sur ce prestataire au sens des 3° et 4° du I de l’article L. 233-3 du code de commerce. [↑](#footnote-ref-11)
11. Les déclarations figurant dans la présente section ne sont pas exigées dans le cadre d’un enregistrement lorsque l’enregistrement est sollicité par un organisme mentionné aux 1° à 7° de l’article L. 561-2 du code monétaire et financier ou par un prestataire des services mentionnés aux 1 ° et 2 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier enregistré ou immatriculé dans un autre État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, sauf pour cette dernière catégorie de prestataire, si ce dernier fournit l'un des services mentionnés aux 3 ° et 4 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier. [↑](#footnote-ref-12)
12. Les déclarations figurant dans la présente section ne sont pas exigées dans le cadre d’un enregistrement lorsque l’enregistrement est sollicité par un prestataire des services mentionnés aux 1 ° et 2 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier enregistré ou immatriculé dans un autre État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, sauf pour cette dernière catégorie de prestataire, si ce dernier fournit l'un des services mentionnés aux 3 ° et 4 ° de l'article L. 54-10-2 du code monétaire et financier. [↑](#footnote-ref-13)
13. Les actionnaires significatifs sont les personnes physiques qui détiennent, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote de ce prestataire, soit exercent, par tout autre moyen, un pouvoir de contrôle sur ce prestataire au sens des 3° et 4° du I de l’article L. 233-3 du code de commerce. [↑](#footnote-ref-14)
14. La réponse à cette rubrique doit être apportée par au moins l’un de deux dirigeants effectifs lorsque l’établissement est dirigé par deux dirigeants effectifs. Le second dirigeant pourra se reporter aux déclarations faites par l’autre dirigeant dans le formulaire qui le concerne. [↑](#footnote-ref-15)
15. Exigence cumulative avec la demande de casier judiciaire pour les Français résidant à l’étranger. [↑](#footnote-ref-16)